

Hommage à une religieuse engagée

Louise Leboeuf

Number 796, May–June 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/88117ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Leboeuf, L. (2018). Hommage à une religieuse engagée. *Relations*, (796), 10–11.

habitait depuis 48 ans, y est retrouvée sans vie. Incapable de supporter le stress qui lui était imposé, elle n'arrivait plus à dormir et à se nourrir. La coopérative portera dorénavant son nom.

En juin 1988, ce sont les services d'inspection et d'incendie de la Ville qui donnent le coup de grâce en exigeant que les immeubles que les promoteurs refusent d'entretenir soient évacués, ce qui mène à des affrontements avec les locataires et les personnes venues les appuyer. Même si la lutte continue jusqu'à la fin de l'année, elle ne réussit pas à empêcher que tous les immeubles soient démolis ou incendiés, à l'exception de la maison où Louis-Hippolyte Lafontaine a résidé au milieu du XIX^e siècle, alors qu'il était premier ministre du Canada-Est.

Sitôt les démolitions et les évictions de l'ensemble des locataires complétées, les

promoteurs confirment ce que tout le monde pressentait : la Galleria Dorchester ne verra jamais le jour. Pendant 25 ans, l'îlot Overdale ne sera plus qu'un vaste et lucratif terrain de stationnement. YUL Centre-Ville, un gigantesque projet de 873 appartements en condominiums, condos lofts et maisons de ville, y a été érigé dans les toutes dernières années.

Malgré la défaite, la résistance des locataires de l'îlot Overdale a servi et sert encore d'inspiration pour les luttes menées sur l'enjeu de l'habitation. Ce n'est pas un hasard si le Comité des sans-emploi de Montréal-Centre a amorcé son désormais célèbre squat de l'été 2001 dans la maison Louis-Hippolyte Lafontaine.

La confrontation qui s'est déroulée à Overdale pose aussi une question qui demeure entière en cette période où c'est

la gentrification qui menace maintenant plusieurs quartiers populaires. Est-il réellement possible et souhaitable de tenter de concilier rentabilisation du sol urbain et marchandisation de l'habitation, d'une part, et droit au logement et à la ville, de l'autre? C'est ce que l'administration Doré avait tenté de faire à l'époque, avec le résultat que l'on connaît aujourd'hui. ©

HOMMAGE À UNE RELIGIEUSE ENGAGÉE

Décédée à 101 ans, Christiane Sibillotte restera une figure inspirante de l'engagement social au Québec.

Louise Leboeuf

L'auteure est membre d'organisations pour la défense des droits humains et la justice sociale

Décédée le 22 décembre 2017, Christiane Sibillotte aura vécu au Québec plus de 68 ans, ayant quitté la France à l'âge de 33 ans. L'une des fondatrices de la communauté des Auxiliatrices au Québec, elle aura durant toute sa vie religieuse « aidé à tout bien, quel qu'il soit » et agi pour un monde plus juste et plus égalitaire.

D'abord à Granby, en 1949, Christiane Sibillotte assume plusieurs services dans la communauté: elle sera notamment responsable du noviciat et supérieure provinciale, en plus de prodiguer des soins à domicile, en bicyclette, rejoignant ainsi les malades les plus pauvres. Elle contribue aussi de façon significative au renouveau de la vie religieuse et de la spiritualité ignacienne. En 1955, elle participe à la création de terrains de jeux pour les filles, inexistant à l'époque. Sa préoccupation pour l'égalité entre les femmes et les hommes l'a toujours caractérisée.

Pharmacienne de formation, elle s'engage en 1973 à la mise sur pied de la Pharmacie communautaire de Pointe-Saint-Charles, à Montréal, toujours active d'ailleurs. Par sa politique d'achat au prix

Victoire pour Ristigouche

ESPOIR



En juin 2014, le maire de Ristigouche, François Boulay (à droite à l'avant-plan) s'était joint à la Marche des Peuples pour la Terre-Mère en Gaspésie. Photo : Gilles Gagné.

Ristigouche-Partie-Sud-Est a remporté son bras de fer contre Gastem. Le 28 février dernier, la Cour supérieure du Québec a débouté la gazière qui poursuivait la petite municipalité de 160 habitants en raison d'un règlement municipal adopté en 2013 pour protéger ses sources d'eau potable. L'entreprise lui réclamait plus d'un million de dollars, contestant la prérogative de la Ville d'adopter un tel règlement. La Cour, qui a statué que Gastem avait abusé des procédures juridiques, a plutôt ordonné à l'entreprise de verser plus de 160 000 \$ pour compenser les frais encourus par la municipalité gaspésienne. La victoire de Ristigouche est importante, car plus de 330 autres municipalités réclament le droit d'imposer des normes plus sévères que celles formulées par le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection adopté à la hâte par le gouvernement Couillard en 2014.



Christiane Sibillotte en 2016.
Photo : Germain Pelletier

le plus bas, l'abolition de la marge de profit, ses enseignements à la population et la dénonciation de l'exploitation des compagnies pharmaceutiques, cette pharmacie pratique une approche différente du traitement de la santé. Cette approche contribue à contrer l'usage abusif des médicaments et favorise une plus grande autonomie individuelle et collective de la population. Christiane Sibillotte en demeurera une fidèle collaboratrice durant 23 ans. En 1976, avec sa consœur Gisèle Ampleman et moi-même, ainsi que quelques autres personnes militantes, elle met sur pied une maison de campagne collective, La Botte de foin, qui concrétise le droit aux vacances pour des personnes à faibles revenus. Christiane participera à ce projet durant plus de 30 ans.

Dans les années 1970, dans la foulée de la Révolution tranquille et des questionnements qui s'ensuivirent pour les communautés religieuses, elle contribue avec ses sœurs auxiliatrices à la communauté chrétienne Saint-Albert, à Montréal, pour «réfléchir, prier et vivre ensemble une liturgie en prise sur la vie et l'actualité», et où elle a «appris à vivre

des célébrations [...] en lien avec l'engagement, où une place était donnée aux enfants», comme elle le dit elle-même dans un document produit à l'occasion de son 101^e anniversaire. Dans le même esprit, elle s'engage personnellement dans une petite communauté de base, afin de répondre aux besoins de personnes de milieux populaires. Elle devient membre du Réseau des politisés chrétiens, un groupe de réflexion explorant des pistes pour lier engagement politique et foi chrétienne.

En 1980, Christiane rejoint le Mouvement socialiste et devient sa trésorière et agente officielle quand celui-ci se constitue en parti. En 1995, elle est porte-parole officielle de 400 religieuses du Québec pour le comité du Oui lors du référendum sur l'indépendance. En forme et jeune de cœur autant que d'esprit, elle est la marcheuse la plus âgée, avec ses 79 ans, à la Marche du pain et des roses pour contrer la pauvreté des femmes et les vio-

lences dont elles font l'objet. Fidèle militante de la cause palestinienne, elle se rend devant le consulat des États-Unis pour manifester son appui au peuple palestinien, tous les vendredis pendant cinq ans.

Atteinte de surdité dès la cinquantaine, loin de se refermer sur elle-même, elle prend tous les moyens pour rester active et devient membre de l'Association des Devenus sourds ou malentendants du Québec dans les années 1990. L'ordinateur devient son outil privilégié pour communiquer avec sa famille française et informer son réseau, l'incitant à signer différentes pétitions. Membre d'organisations féministes (l'Association des religieuses pour les droits des femmes et la Fédération des femmes du Québec) et pour les droits humains (Amnistie internationale et la Ligue des droits et libertés), elle participe jusqu'à l'âge de 96 ans à bien des manifestations, incluant celles en appui au mouvement étudiant, en 2012.

Dans sa dernière année, elle se disait heureuse de pouvoir observer les manifestations à la place Émilie-Gamelin de la

fenêtre de sa résidence. Les sœurs de son équipe bénéficiaient encore chaque matin de ses commentaires, à la lecture du *Devoir*, ainsi que des textes qu'elle rédigeait en appui à des groupes ou à des revendications auprès des autorités publiques.

Le long parcours d'engagement de Christiane a été ponctué de nombreuses marques de reconnaissance, entre autres de la part de Centraide et du Mouvement québécois des camps familiaux. À l'occasion de son 100^e anniversaire de naissance, elle a même reçu de la députée provinciale de sa circonscription, Manon Massé, la médaille de l'Assemblée nationale. Elle a également reçu le prix des Journées sociales du Québec, lors de leur édition de 1999, tenues sous le thème «À nous le politique, donner des mains à l'espérance». Le prix lui avait été remis avec ces mots : «Christiane est une auxiliaresse à vision sans frontières, citoyenne déterminée, militante solidaire, professionnelle engagée et prophétesse». Elle demeurera une source d'inspiration dans nos actions pour un monde plus juste et égalitaire dans le respect de la dignité humaine. ☺

* En collaboration avec la communauté des Auxiliaresses de Montréal.

Mémoire de l'éducation des adultes

L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) a récemment mis en ligne un site Web consacré à la valorisation de l'histoire de l'éducation des adultes, qui s'inscrit dans l'Année de l'éducation des adultes que l'ICEA célèbre à l'occasion de son 70^e anniversaire, jusqu'en septembre 2018. On y retrouve une ligne du temps retraçant les initiatives et événements liés à l'éducation des adultes depuis l'époque de la colonie de la Nouvelle-France jusqu'à aujourd'hui. Une grande variété de documents d'archives est disponible sur le site, notamment un historique de l'action du Centre justice et foi (CJF) dans ce domaine, allant des brochures de l'École sociale populaire (l'ancêtre du CJF) datant du début du XX^e siècle jusqu'aux Soirées Relations et aux éditions actuelles du webzine *Vivre ensemble*, sans oublier les numéros de la revue *Relations*. Voir <cdeacf.ca/icea/anneeEA>.